

*Attribution de temps*

Parlons maintenant un peu de l'hypocrisie des libéraux. De 1974-1975 à 1984-1985, les libéraux ont réduit les budgets d'aide sociale. Le sort des personnes âgées et des pauvres des laissés indifférents. La proportion des dépenses sociales est passée de 50 à 43 p. 100 de l'ensemble des dépenses fédérales. C'est la preuve qu'ils sont contre les pauvres.

Avant 1973, le gouvernement n'indexait pas du tout les allocations familiales. C'est de la pure hypocrisie. En 1976, il a suspendu cette indexation pendant toute une année. Je me demande, quand les libéraux font signer des pétitions, s'ils le rappellent aux citoyens? J'en doute.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1979, les libéraux ont réduit de 20 p. 100 les allocations familiales. Pourquoi évitent-ils d'en parler? Ils devraient le rappeler dans les pétitions qu'ils font circuler... ces charlatans. En 1983-1984, ils ont instauré leur programme des 6 et 5 p. 100 qui réduisait sensiblement les mesures de protection contre l'inflation galopante. Ils devraient le mentionner dans les préambules de leurs pétitions.

Pour vous donner la preuve que les pauvres ne sont pas oubliés et que les dépenses sociales sont maintenues, je vais vous énumérer un certain nombre de programmes sociaux: le Régime d'assistance publique du Canada, les crédits d'impôt provinciaux, les allocations aux anciens combattants, l'aide sociale aux Indiens des réserves, le supplément de revenu garanti et les allocations au conjoint, le crédit d'impôt pour enfants, les logements sociaux, les déductions pour frais de garde, les allocations familiales, l'exemption d'impôt au titre des enfants, les déductions de personne mariée ou l'équivalent, l'assurance-chômage, les allocations de formation, les accidents du travail, la déduction pour frais liée à un travail ainsi que sept programmes différents pour les personnes âgées. Au total, les dépenses fédérales et provinciales confondues, s'élèvent à 61.6 milliards de dollars. Cela, en dépit du lourd héritage des libéraux, de la dette immense dont le chef libéral est responsable, ce partisan des dépenses incontrôlées. Nous dépensons 61.6 milliards, monsieur le Président, un montant que nous nous efforçons de maintenir, et nous allons sûrement y parvenir.

Nous ne lésinons pas sur les programmes sociaux au Canada. Les 61.6 milliards n'incluent pas les sommes que les municipalités consacrent à l'aide sociale. A entendre les libéraux, les personnes âgées étaient absolument bouleversées par notre proposition de réduire légèrement l'indexation. Or elles m'ont dit qu'au moins nous, nous les écoutions. Dans le passé, lorsque les libéraux ont réduit les pensions de vieillesse, ils ne les ont certes pas écoutées. Lorsque je leur ai expliqué le problème de la dette et que je leur ai fourni une explication complète et toute l'information, elles se sont rendu compte de toute la gravité du problème et ont manifesté leur volonté de coopérer. Voilà le genre d'information que les députés d'en face devraient inclure dans leurs pétitions. Ils devraient tout leur expliquer. Leur dire combien on dépense. Leur donner toute l'information.

● (1140)

**M. de Jong:** Pourquoi ne donnez-vous pas cette information aux banquiers?

**M. McKenzie:** Si elles persistent à vouloir protester, qu'elles le fassent. Je fournis à mes électeurs toute l'information sur le fardeau de la dette.

**M. Frith:** De la même façon que vous nous avez fourni l'information sur de Havilland et sur l'opération de renflouement des banques?

**M. McKenzie:** Les néo-démocrates n'aiment pas cela. Ils ne disent la vérité à personne.

**M. de Jong:** Dites-le aux banquiers. Dites aux banquiers de renoncer à leur indemnisation de un milliard de dollars.

**M. McKenzie:** Le député de Regina hurle vraiment aujourd'hui.

**M. de Jong:** Le député de Winnipeg a sûrement raison de rougir.

**M. McKenzie:** J'aimerais bien jeter un coup d'œil sur votre message à vos commettants. Vous vous contentez de leur dire combien nous dépensons pour les programmes sociaux. Expliquez-leur complètement la situation. Ensuite, s'ils veulent critiquer, ils pourront le faire en connaissance de cause.

Que dire du premier responsable de ce gâchis, le député de Vancouver Quadra (M. Turner)? J'ignore comment il peut trouver le courage de se montrer à la Chambre.

**M. Frith:** Vous feriez mieux d'aller réécrire votre discours, McKenzie.

**M. McKenzie:** A titre de ministre des Finances, le chef des libéraux a été, de janvier 1972 à septembre 1979, l'artisan du financement de la dette et de la prodigalité. Après que cet homme eut fini de mettre la pagaïlle dans les finances publiques du Canada, voici le jugement qu'a porté le vérificateur général: «Je suis très inquiet de constater que le Parlement, et même le gouvernement, ont perdu ou sont sur le point de perdre tout contrôle réel sur le Trésor public». Voilà le legs du député de Vancouver Quadra qui a créé cette énorme dette nationale qui fait que sur \$3,000 perçus en impôt, \$2,400 servent uniquement à payer l'intérêt de la dette. Mettez cela sur les pétitions que vous distribuez.

**L'hon. Douglas C. Frith (Sudbury):** Monsieur le Président, il convient que ce débat, qui a commencé il y a un an, prenne fin au cours des deux derniers jours de la présente session. Je voudrais demander au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) de faire un retour en arrière et de se rappeler certaines des choses qui ont été dites au tout début de ce débat, il y a un an, dans cette enceinte. A l'époque, les ministériels des premières banquettes essayaient vraiment, semblait-il, de résoudre certains de nos problèmes, non seulement la taille du déficit fédéral, mais également nos programmes sociaux qui, d'après eux, ne s'adressaient pas aux plus nécessiteux. Je me rappelle que le premier ministre (M. Mulroney) a signalé tout au début de ce débat qu'il ne voyait pas pourquoi un président de banque touchant \$500,000 par année devrait avoir droit aux allocations familiales. C'était il y a un an. Je me rappelle également que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a déclaré que toutes les économies réalisées par le gouvernement, dans le cadre de la redistribution des avantages sociaux aux plus nécessiteux de notre société, serviraient seulement à la politique sociale et ne seraient jamais utilisées pour réduire le déficit.